

Des chiffres édifiants

Pour une solidarité numérique responsable...

La lutte contre la fracture numérique ne se limite pas à un transfert de matériel, bien au contraire.

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ouvrent un champ des possibles inégalable pour communiquer, se former, s'informer et sont par définition porteurs de développement.

Enrichir la réflexion sur les pratiques et les usages des TICs « durables » est essentiel en vue de partager

les différentes possibilités ouvertes à tous, au Nord comme au Sud.

Cependant, cette profusion de nouvelles technologies comporte aussi certaines limites: nombre d' e-déchets en constante augmentation, provenance douteuse des matières premières, accentuation des inégalités.

Le PNUE a édité un rapport en février 2010, qui fait état d'une situation catastrophique en matière de gestion et de recyclage des e-déchets.

L'accumulation des e-déchets pèse sur la question du recyclage.

L'ONU évoque une « opportunité » en termes d'emplois pour les pays du Sud mais quand est il vraiment? A qui bénéficie les retombées de la « green economy »?



E-déchets au Ghana (© Greenpeace)

TICS et matières précieuses, à quand une traçabilité?

Les ordinateurs et les téléphones contiennent des composants issus de minerais. Le commerce international des produits miniers est en constante augmentation, il représente une manne financière considérable où la **logique de marché prime sur la santé humaine**.

Lors du congrès mondial de la téléphonie, qui s'est tenue en Espagne en février 2010, l'ONG Global Witness (www.globalwitness.org) a saisi l'opportunité de faire entendre sa voix en dénonçant le **commerce illicite des matériaux** en République Démocratique du Congo, contenus dans les appareils électroniques.

Ces métaux sont « exploités illégalement en RDC et financent un conflit responsable de millions de morts » a déclaré le porte parole de L'ONG à l'ouverture du Congrès mondial de la téléphonie qui se tient à Barcelone.

Illustrer la problématique de la **traçabilité** des matières premières utilisées par les grandes firmes informatiques et de téléphonie était l'objectif de cette démarche.

Ces dernières profitant de l'essor du commerce des TIC, réalisent des bénéfices considérables mais ne se soucient guère de la provenance des composants de leurs produits, pourtant, susceptibles de provenir de régions contrôlées par des groupes armés.

« Il est grand temps que les entreprises du secteur de l'électronique démontrent qu'elles prennent au sérieux l'élimination des minerais du conflit de leurs chaînes d'approvisionnement »,

Daniel Balint-Kurti, chargé de campagne à Global Witness

Après le scandale des « diamants de sang » qui a alimenté de nombreux conflits de la Sierra Leone, à l'Angola en passant par la RDC et entraîné la mort ou le déplacement de millions de personnes, va-t-on assister une fois de plus à un scandale évocateur du manque de prise de responsabilité du e-business vis-à-vis de la dignité humaine ? Traiter le problème des e-déchets est complexe et nécessite une approche globale où tous les acteurs de la chaîne doivent se sentir concernés.

Certaines entreprises se cachent derrière le flou législatif qui règne en matière de recyclage pour justifier leur inaction. Or, des bénéfices considérables de la vente de leurs produits sont réalisés. Elles ont par conséquent une responsabilité à assumer face à la gestion en fin de vie de leurs produits mis sur le marché et doivent se soucier de l'impact environnemental engendré par leurs activités.

La dernier rapport du PNUE (fév 10) évalue la quantité produite de e-déchets à **40 millions de tonnes par an** (PNUE)

L'Inde devrait voir sa quantité de déchets électroniques augmenter de **500%**. L'Afrique du Sud et la Chine entre **200 à 400%** d'augmentation. (PNUE)

La **Chine** produit environ **2,3 millions de tonnes** de DEEE par an, elle serait devancée uniquement par les **Etats-Unis** qui en produiraient plus de **3 millions** (EMPA, Umicore, United Nations Tokyo)

Le saviez vous?

Le Software pollue plus que le Hardware (EPITA, école d'ingénieurs en informatique)

En Europe, seulement 30% des e-déchets produits sont recyclés, le reste disparaît dans la « nature ». (Greenpeace)

L'utilisation des TIC représentent 13,5% de la facture électrique française soit autant que 8 villes de plus d'un million d'habitants ou encore 114 millions d'ampoules de 60 Watts allumées en permanence pendant un an (CGEDD, CGTI)

Une solidarité numérique responsable: pour le développement, contre les discriminations

Quand la loi Oudin est transposée aux TIC

En novembre 2009, le Sénat a déposé une proposition de loi identique à la loi Oudin de 2005 sur l'eau et l'assainissement, sauf que cette fois-ci, la loi concerne les TICs. Tout comme la loi Oudin, cette nouvelle proposition permettrait aux collectivités territoriales de consacrer jusqu'à 1% de leurs budgets de fonctionnement et d'investissement dans des projets de développement liés aux TICs et la lutte contre la fracture numérique. Alors que les initiatives de solidarité numérique se multiplient, sans réelle coordination ni structuration, cette loi se propose de mettre en place « un cadre légal adapté ». Toutefois, cette loi envisage-t-elle d'y inclure la prise en compte des enjeux sociétaux et environnementaux comme une condition préalable à une solidarité numérique responsable.

source: www.senat.fr

Un exemple de pratique originale de solidarité numérique: le mécénat informatique pour les associations

Horizon Libre (HL) est une nouvelle société de service informatique en logiciel libre. Elle désire participer au partage des ressources et des compétences. Elle regroupe des informaticiens confirmés et autonomes qui veulent apporter un service de proximité et de qualité. HL poursuit son objectif d'améliorer l'environnement informatique de 3 associations par an. Par exemple, HL a effectué des migrations des serveurs Windows vers Linux, l'archivage de donnée, travaillé à distance par VPN et fait de la maintenance de parcs informatiques. La société a aussi optimisé des messageries, de certaines associations, mis en place de nouveaux postes, amélioré des bases de données de gestion des dons... Et tous ces services sont gratuits! (www.horizonlibre.fr)

L'accès aux TIC: vers une autonomisation des femmes?

Selon le Réseau Genre et TIC, créé en 2002, les femmes bénéficieraient d'un tiers de fois moins que les hommes du développement de la société de l'information. La place qui leur est réservée se limiterait à celle de consommatrice et leur rôle citoyen et politique peinerait à se développer. Ouvrir les capacités professionnelles et d'émancipation sociale qu'offrent les TIC aussi bien aux hommes qu'aux femmes est primordial en vue de lutter contre les discriminations.

L'association « Courant de femmes » située en France répertorie sur son site, les associations œuvrant pour la promotion de femmes en Afrique Subsaharienne. L'objectif est de développer des synergies locales tout en offrant la possibilité de renforcer l'accès aux TIC. Appuyer la visibilité de la société civile œuvrant pour la promotion féminine, permet aussi de renforcer les échanges Nord-Sud.

(www.courantsdefemmes.org)

Les TIC au service des migrants

La e-diaspora: du réseau virtuel à des politiques réelles

En 2000, la diaspora roumaine très qualifiée émigrée en Europe, au Canada, en Australie, ou encore aux États-Unis a décidé de créer une « plateforme web collaborative » dans le cadre du projet Ad-Astra. Via cette plateforme autour duquel chercheurs et scientifiques se sont fédérés, ils peuvent échanger une base de données des scientifiques roumains de la diaspora, une bibliothèque de la science roumaine, un agenda ou encore une bourse aux financements de recherche. Grâce à ce puissant réseau virtuel et un solide ancrage local, cette « e-diaspora » roumaine a réussi à devenir un acteur légitime et incontournable de la société civile, reconnu par les institutions de l'Etat roumain. Ainsi, la diaspora scientifique roumaine a réussi à se mobiliser pour contribuer efficacement aux processus de réforme du système éducatif et de la recherche et proposer à l'Etat de nouvelles procédures d'évaluation. (www.ad-astra.ro)

Internet comme outil de mutualisation des connaissances et des savoir-faire

Le Centre Euro-Méditerranéen Migration et Développement aux Pays-Bas, initiative conçue pour promouvoir le savoir-faire des citoyens issus de l'immigration a mis en place le projet « Femmes et Internet » permettant aux femmes du Sud au Nord de mutualiser leurs compétences avec les femmes du Sud, au Sud. Ce projet a pour objectif de renforcer institutionnellement des organisations de migrants au Nord et des organisations de femmes au Sud, de permettre aux femmes d'accéder aux TIC, de mettre ces organisations en réseau via l'internet, pour accroître leur efficacité, de créer une information et produire des contenus mis en ligne sur le droit des femmes et leur insertion économique et sociale et enfin de faciliter la circulation de ces informations en direction d'acteurs impliqués dans les mêmes domaines (www.emcemo.nl)

La téléphonie mobile et les transferts d'argent

Avant, il y avait Western Union, le mastodonte du transfert d'argent à travers le monde. Le transfert se faisait simplement et de manière sécurisée, en ligne par carte bancaire ou dans un point de vente avec des espèces. Seulement, le service est cher. En Grande-Bretagne un service de transfert d'argent par téléphone portable a été lancé en mars 2007 pour les migrants kenyans nombreux dans le pays: le M-Pesa, celle-ci compte déjà 7.5 millions d'utilisateurs qui n'ont plus besoin d'être bancarisés mais doivent seulement disposer d'un téléphone mobile. Le service coûte beaucoup moins cher que son célèbre grand frère puisque les frais d'envoi varient de 4,5 à 7.7 euros.

Mi-octobre 2009, la société kényenne Safaricom a annoncé que ce service pourrait être étendu à d'autres diasporas (www.co-developpement.org)

Les infrastructures de recyclage des e-déchets: opportunité d'un nouveau marché ou accroissement des inégalités?

La lutte contre la fracture numérique **responsable** impose d'être conscient du problème de la gestion des e-déchets. Le développement d'infrastructures de recyclage au Sud est une solution mais requiert une technologie de pointe et des investissements importants.

La dernière étude du PNUE relative au traitement des e-déchets (février 2010) a établi différents objectifs en matière de recyclage et d'innovations technologiques : *Traiter les éléments dangereux de manière écologique, Optimiser la collecte des matériaux de valeur, Créer des activités éco-efficaces et durables, Prendre en compte l'impact social et le contexte local.*

Promouvoir des infrastructures de recyclage locales pourrait être l'opportunité de créer de nouveaux emplois qualifiés.

En vue de développer cette technologie de pointe, d'importants financements sont nécessaires afin de permettre un soutien important au renforcement de capacités et un appui aux dynamiques endogènes. Ce processus ne pourra s'établir sans le soutien et la mobilisation de la communauté internationale. Force est de constater les inégalités au sein des pays du Sud pour investir dans des infrastructures de recyclage.

Mais qu'en est-il des récupérateurs de la rue ?

Les rapporteurs du PNUE estiment que *"La collecte informelle et le démantèlement manuel ne doivent pas nécessairement être transformés en un processus formalisé, car ils offrent souvent des avantages, du point de vue de la durabilité, par rapport à l'introduction de nouvelles technologies"*, Sans compter qu'il serait impossible d'intégrer 100 % des récupérateurs informel dans le circuit formel.

Il serait donc injuste d'exclure une grande partie des populations déjà fragilisées, des bénéficiaires économiques que représente l'extraction des métaux précieux.

Des alternatives aux pratiques dangereuses pour la santé des récupérateurs, sont possibles.

Enda forme depuis quelques années les récupérateurs de la rue de la grande décharge de Mbeubeuss, à Dakar (Sénégal) aux normes environnementales et sanitaires ainsi qu'aux risques encourus par le démantèlement sans protection du matériel informatique.

En matière de recyclage, la Suisse reconnue pour son expertise, a mené différentes expériences en matière de recyclage des DEEE, avec l'appui de l'établissement de recherche Empa, en mettant notamment en place un modèle économique alternatif.

Des formations adressées aux récupérateurs de rue ont été réalisées afin de proposer une alternative aux pratiques habituelles de recyclage où l'usage de procédés chimiques hautement toxiques est courant.

Les recycleurs issus du secteur informel bénéficient d'une formation où ils apprennent à démonter et à séparer les fractions optimales qu'ils peuvent par la suite revendre à des raffineries de métaux précieux.

Selon l'EMPA, ce « modèle économique alternatif » aurait un impact économique important puisqu'il permettrait de multiplier par 3 les revenus des récupérateurs tout en limitant la dangerosité.

Ces expériences limitées nous prouvent cependant, qu'un modèle économique viable est possible en matière de gestion des e-déchets mais à condition d'être conscients des enjeux et d'y intégrer tous les acteurs et en mettant l'accent sur ceux issus du secteur informel.



La grande décharge de Mbeubeuss dans la banlieue de Dakar, où vivent et travaillent les gens, et où s'entassent ordures ménagères, déchets industriels, et DEEE sur près de 175 hectares (© enda)

Donner des TIC de seconde main pour les PED ne suffit pas !

Chacun sait que l'accès aux TIC est une difficulté majeure dans les pays en développement. Bien que de nombreux indicateurs tentent de chiffrer l'accès, l'observation des usages de ces TIC est encore trop peu répandue.

La compréhension des fractures numériques dans une acception plus globale permet ainsi de prendre en compte les mesures d'apprentissage, d'accompagnement et d'appropriation liées à la diffusion des outils technologiques.

Ce n'est pas tout d'obtenir un ordinateur, il faut savoir l'installer, l'utiliser, le réparer... D'autant plus qu'au travers de la solidarité numérique, les dons de matériel technologique sont d'occasion.

Cette fracture savamment appelée fracture cognitive, va donc bien au-delà des questions d'accessibilité ou de participation au réseau global. La question mise en avant est celle du mode d'emploi, de la méta information, de ces instructions ou connaissances qui nous permettent de comprendre et de décoder l'information. La connaissance s'acquiert, souvent au prix d'efforts dans un contexte social donné, et est de nature individuelle; elle ne s'échange pas comme on le fait avec des données ou de l'information.

Avant même de considérer l'existence (ou l'inexistence) de réseaux téléphoniques et d'alimentation électrique dans les pays du sud, l'approche cognitive permet de mettre l'accent sur les capacités à faire usage de ces technologies, de donner un sens à l'information, d'apprendre ou de transformer les contenus nouvellement accessibles en valeur sociale ou économique.

En effet, la question actuelle de la fracture (ou facture) numérique porte aussi sur les fractures cognitives entre d'une part les producteurs des connaissances et d'autre part les consommateurs qui n'ont accès qu'à l'information. Cette description, appliquée aux TIC, a le mérite de montrer que le principal enjeu n'est pas seulement la disponibilité des machines et des logiciels mais la capacité de les produire, de les dépanner.

Bien entendu les Etats du sud s'emparent de ces problèmes et essaient de les régler en menant des politiques numériques volontaristes.

Géraldine Guérillot, Doctorante à l'Institut National des Télécoms, Paris

Événements à ne pas manquer

Cette lettre d'information fait partie d'un projet d'éducation au développement mis en place par Enda Europe et Enda Tiers-Monde.

Enda Tiers Monde est une ONG internationale de lutte contre la pauvreté créée en 1972 à Dakar. ONG du Sud, celle-ci est engagée dans la lutte contre la pauvreté tout en préservant l'environnement pour un développement durable dans les pays du Sud: Afrique, Asie, Amérique Latine et Caraïbes. (www.enda.sn)

Enda Europe est sa représentation en Europe depuis 1977 et vient en appui aux entités du sud pour le montage de projets et la recherche de partenaires, et met en place des projets d'Éducation au développement pour sensibiliser le public européen sur les réalités du Sud et la solidarité internationale et mène des campagnes de plaidoyer auprès des pouvoirs publics et des entreprises.

L'exposition « Des claviers pour tous? Pas à n'importe quel prix » sera présente à la Cité des Sciences et de l'Industrie du 9 février au 7 mars

Mars 2010

L'exposition sera présentée à Strasbourg du 9 au 16 mars et à Kehl (Allemagne) du 17 au 22 mars

Avril 2010

Lors de l'événement de la **Semaine du Développement Durable**, le Conseil général de la Seine Saint Denis organisera la Journée de l'Éducation Populaire le 10 avril, **Enda Europe** tiendra un stand présentant le projet solidarité numérique

Juin 2010

Enda Europe participera à la **Semaine de l'environnement** et au **Salon des Solidarités** où l'exposition sera présentée ainsi que lors du **4e Forum mondial du Développement Durable**, organisé par le conseil général de l'Essonne

Tables Rondes multi acteurs à Paris et Dakar



Pour en savoir plus



Exposition « Des claviers pour tous? Pas à n'importe quel prix... » à Paris et Aubervilliers (© enda europe)

Ce document a été produit avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la responsabilité exclusive d'Enda Europe et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne. La référence à ce document est encouragée. De courts extraits peuvent être traduits et/ou reproduits sans autorisation préalable, à condition d'en citer la source. Pour la traduction et/ou la reproduction de l'intégralité du document, **Enda Europe** doit être préalablement notifié.



Cette lettre d'information est la vôtre! Envoyez nous vos suggestions, remarques, informations...

fabricia.devignes@enda-europe.org

Enda Europe

5, rue des immeubles industriels

75 011 Paris

01 44 93 87 40

www.enda-europe.org

Rédaction

Fabricia Devignes

Gabrielle Hersent

Géraldine Guérillot



enda